



Marseille, le 10 octobre 2022

LETTRÉ OUVERTE À MONSIEUR LE MAIRE DE MARSEILLE, AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MARSEILLE, AUX MARSEILLAISES ET AUX MARSEILLAIS

En juillet 2020, les élections municipales se sont traduites par l'arrivée d'une nouvelle Municipalité à la tête de notre Ville.

La très grande majorité des agents municipaux, dont la quasi-totalité des cadres, convaincus d'une nécessaire évolution vers une modernisation de leur outil de travail, se sont naturellement rendus disponibles afin d'offrir à la nouvelle gouvernance leurs connaissances, leurs compétences, leur expertise et leur mémoire. Les personnels se sont mobilisés immédiatement autour du nouvel exécutif, motivés par la nécessaire continuité d'une gestion publique au service du développement de Marseille.

Après plusieurs séances de travail avec les deux Directeurs Généraux des Services successifs, qui laissaient présager un avenir désirable pour les agents de notre Administration, nous avons été surpris de constater que les nouvelles Autorités rejetaient en partie la collaboration de l'Administration existante et engageait l'exclusion d'une majeure partie des managers municipaux en place.

Nos Organisations Syndicales respectives ont à maintes reprises demandé une audience auprès de Monsieur le Maire pour lui faire part de ce désarroi général. Ces tentatives sont restées vaines.

Certes, nous sommes reçus par les représentants de l'Administration, notamment le Directeur Général des Services et la Directrice Générale Adjointe «Transformer nos Pratiques», mais ceux-ci ne disposent pas du pouvoir de décision pour remédier à ce rejet presque systématique des cadres Fonctionnaires Territoriaux.

Nous pensons donc qu'il est temps de vous alerter sur ces dysfonctionnements au moment où les acteurs publics, la société civile, et les agents économiques doivent agir ensemble pour reconstruire un «contrat social» adapté aux réalités du 21ème siècle.

Nous déplorons que le nouvel encadrement ne s'appuie aucunement sur l'expérience et l'expertise des cadres fonctionnaires et procède à des recrutements massifs de collaborateurs susceptibles d'être considérés comme des militants politiques (918 agents contractuels ont été recrutés entre juillet 2020 et mai 2022).

Cette nouvelle politique de recrutement se manifeste par :

- Une Administration trop souvent désorganisée qui empêche le déploiement de politiques publiques cohérentes et qui dégrade le fonctionnement des services publics :
 - *incapacité de mettre en place des mesures de protection environnementale d'envergure,*
 - *impossibilité d'assurer une ouverture normale des musées, des bibliothèques, des piscines, des bureaux de proximité...ou encore d'assurer un entretien minimum de ses cimetières.*

Et contrairement à ce que certains Élus répandent dans la presse, ces incapacités ne sont pas liées à une «culture paralysante» des cadres et des agents..

- Des entorses au statut de la Fonction Publique avec des procédures de recrutement souvent fantaisistes et l'exclusion méthodique des anciens cadres qui auraient pu candidater sur les nouveaux postes à responsabilité.
- Des libertés prises avec certaines réglementations, notamment dans le domaine de l'Achat Public, alors que les agents veulent respecter la loi ; certains élus estimant alors que ces agents font preuve de mauvaise volonté et d'obstruction.
- Une ingérence des élus de plus en plus fréquente auprès des encadrants qui, pourtant, connaissent et maîtrisent les aspects techniques de leur domaine de compétence et les lois et règlements qui les régissent.
- Le recrutement d'un grand nombre de chargés de missions (dont on ne connaît pas toujours la teneur des missions)
- Des risques de conséquences financières lourdes.
- Une dégradation des conditions de travail, qui génère **une véritable souffrance** pour l'ensemble des agents, et qui se traduit d'ailleurs par un fort absentéisme.

Dans ce contexte inquiétant pour Marseille, pour ses habitants, pour ses commerçants, pour ses entreprises et pour son personnel:

- **NOUS DEMANDONS LE RESPECT des fonctionnaires territoriaux** qui ont œuvré non seulement au fonctionnement des services quotidiennement dans des circonstances parfois difficiles, mais aussi à la réussite de grandes opérations notamment comme Marseille Capitale Européenne de la Culture en 2013 ou l'Euro 2016 de football, et qui ont su préserver de tout temps la continuité du service public, lors du contexte compliqué lié à la crise sanitaire et la cyberattaque dont la Ville a été victime en 2020.
- **NOUS DEMANDONS LE RESPECT pour pouvoir poursuivre notre engagement pour le service public** que nous devons apporter aux Marseillaises et aux Marseillais, et pour qu'il soit à la hauteur des habitants de la 2ème ville de France.
- **NOUS DEMANDONS LE RESPECT pour que cessent les souffrances infligées aux cadres et à l'ensemble des personnels municipaux**, qui constituent un véritable empêchement à bien travailler, mais aussi une atteinte inacceptable à l'intégrité physique et morale de ceux-ci.
- **NOUS DEMANDONS LE RESPECT pour que Marseille** puisse, enfin, se penser en Grand et avec Tous.

Nous comptons sur une prise de conscience de vous tous pour nous aider à redresser la barre de notre grande Administration tant qu'il peut encore en être temps!

**Les représentants unis des organisations Syndicales de la Ville de Marseille
CFE-CGC CFTC FSU UNSA**